

Avenant n° 1 du 14 novembre 2024

à l'accord du 23 mai 2024
relatif aux contrats de professionnalisation
conclus à compter du 1^{er} juillet 2024

NOR : ASET2451015M

IDCC : 2205

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

CSN ;

SNN ;

UNNE,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

UNSA ;

CFTC CSFV ;

FS CFDT ;

SNCTN CGC ;

FGCEN FO,

d'autre part,

Préambule

Aux termes des articles L. 6325-1 et L. 6314-1 du code du travail, le contrat de professionnalisation a pour objet de permettre au salarié d'acquérir une qualification reconnue dans les classifications d'une convention collective de branche.

L'article 15.6 de la convention collective nationale du notariat dans sa rédaction modifiée par l'avenant n° 58 du 14 novembre 2024 dispose que « tout salarié justifiant de la bonne réussite aux trois périodes de formation et de l'obtention du certificat de fin de stage des études supérieures de notariat délivré par l'organisme de formation doit être classé T.3 ».

Afin de mettre en cohérence la rédaction de l'accord de branche du 23 mai 2024 relatif aux contrats de professionnalisation conclus à compter du 1^{er} juillet 2024 avec cette disposition de l'article 15.6 de la convention collective nationale, les partenaires sociaux du notariat ont décidé de modifier le titre de l'article 4.6 dudit accord.

Ils sont ainsi convenus de ce qui suit :

Article 1^{er} | Modification du titre de l'article 4.6 de l'accord de branche

« 4.6. Les contrats de professionnalisation conclus en vue de la bonne réussite aux trois périodes de formation et de l'obtention du certificat de fin de stage du diplôme d'études supérieures de notariat (DESN) »

Article 2 | Stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

Les partenaires sociaux ont considéré que cet avenant à l'accord de branche du 23 mai 2024 relatif aux contrats de professionnalisation dans le notariat conclus à compter du 1^{er} juillet 2024 n'avait pas à comporter de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés de la branche, dans la mesure où ce sujet nécessite d'être traité de manière uniforme au sein du notariat, quelle que soit la taille des entreprises. Ce choix se justifie d'autant plus que la branche du notariat est composée très majoritairement d'entreprises de moins de cinquante salariés.

Article 3 | Date d'entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} décembre 2024.

Article 4 | Publicité, dépôt et extension de l'accord

L'accord sera rendu public et versé dans une base de données nationale, en application des articles L. 2231-5-1 et R. 2231-1-1 du code du travail.

Il sera déposé conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail et sera porté à la connaissance des employeurs et des salariés par sa mise en ligne sur le portail REAL, intranet de la profession, chaque employeur conservant la preuve de sa diffusion à tous les membres du personnel, par tout moyen.

Il sera soumis à la procédure d'extension prévue aux articles L. 2261-24 et suivants du code du travail, à l'initiative de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 14 novembre 2024.

(Suivent les signatures.)